

**Appel à communications****« Crises et mutations du politique au XXI^e siècle : regards comparatifs »
Colloque anniversaire de la *Revue Internationale de Politique Comparée*****Université catholique de Lille, 6-7 juin 2024**

Pour célébrer ses trente ans d'existence, la *Revue Internationale de Politique Comparée* (RIPC) organise un colloque sur le thème « Crises et mutations du politique au XXI^e siècle : regards comparatifs » les 6 et 7 juin 2024 à Lille. Depuis 1994, la RIPC répond à un double besoin, à la fois pratique et théorique : appréhender la complexité du politique dans ses diverses manifestations et développer et discuter des outils à même d'en rendre compte scientifiquement. Première revue de politique comparée dans le monde francophone, la RIPC vise à permettre à ses spécialistes d'atteindre une large audience dans la communauté scientifique internationale en publiant en français ou en anglais.

Le colloque du trentième anniversaire se veut une opportunité de rassembler la communauté des chercheurs et chercheuses travaillant en politique comparée afin de discuter des théories, analyses et méthodes nous permettant de décrire et d'expliquer le politique aujourd'hui et les multiples crises et mutations qu'il traverse. Le retour de la guerre sur le continent européen, les menaces croissantes auxquelles la démocratie se trouve confrontée et les transformations globales en cours, notamment en matière de communication ou d'environnement, mettent en effet au défi les scientifiques et les invitent à renouveler leurs cadres d'analyse et leurs méthodes. C'est ce à quoi le colloque RIPC contribue.

Le colloque sera composé d'ateliers thématiques, d'ateliers d'écriture et de sessions plénières. L'esprit du colloque, inspiré des « Joint Sessions » de l'*European Consortium for Political Research*, est de permettre la discussion approfondie et croisée des recherches présentées au sein des ateliers thématiques ou méthodologiques en réunissant les panélistes qui s'engagent à être présents pendant la totalité de leur atelier.

Dans cette perspective, la RIPC ouvre un appel à contributions structuré autour des 6 ateliers (pour une description détaillée de ces ateliers, voir les pages 3 et suivantes) :

| Atelier | Titre | Responsables scientifiques |
|----------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| Atelier 1 | <i>Campus Politics</i> ? Politisations étudiantes comparées et transformations de l'enseignement supérieur | Annabelle Allouch, Stéphanie Archat et Delphine Espagno - Abadie |
| Atelier 2 | Crises et participation citoyenne dans la région MENA | Mustapha El Mnasfi et Francesco Colin |
| Atelier 3 | La participation politique des étrangers | David Gouard et Camille Kelbel |

| | | |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| Atelier 4 | Les élus en Europe : conditions de travail, visions du rôle, conceptions de la démocratie | Lilian Hosteins et Sacha Rangoni |
| Atelier 5 | Réformer la démocratie ? Études comparées des opinions des citoyens à l'égard de la démocratie représentative et de ses potentielles réformes. | Jean - Benoit Pilet et Camille Bedock |
| Atelier 6 | Sécurité et démocratie à l'épreuve : perspectives comparatives | Abdoul Karim Saidou et Eloïse Bertrand |

Les propositions de communication devront être envoyées par courriel aux responsables scientifiques des ateliers avant le 15 décembre 2023, en mettant en copie le secrétariat de la revue : Daniel Rochat (redaction-ripc@uclouvain.be). Ces propositions doivent comprendre un titre, un résumé et le nom des auteurs, ne doivent pas dépasser 300 mots et peuvent être rédigées en anglais ou français.

Nous tenons à encourager les propositions provenant du monde francophone dans sa globalité. Les propositions de jeunes chercheurs et chercheuses sont vivement encouragées.

Calendrier :

Date limite de soumission des propositions de communication : 15 décembre 2023

Envoi des communications : 24 mai 2024

Ateliers méthodologiques et d'écriture : 5 juin 2024 (Bruxelles)

Colloque : 6-7 juin 2024

Comité d'organisation :

Claire Dupuy, Sonia Le Gouriellec, Julien Navarro, Olivier Provini, Daniel Rochat et Virginie Van Ingelgom

Comité scientifique :

- Abdelkarim Amengay (Doha Institute for Graduate Studies)
- Camille Bedock (Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux)
- Stéphanie Dechezelles (Université de Pau et des pays de l'Adour)
- Claire Dupuy (UCLouvain)
- Aurélien Evrard (Université de Nantes)
- André-Paul Frogner (Université catholique de Louvain)
- Raphaël Kies (Université du Luxembourg)
- Sonia Le Gouriellec (Université catholique de Lille)
- Eric Montigny (Université Laval)
- Julien Navarro (Université catholique de Lille)
- Sophie Panel (Sciences Po Grenoble)
- Jean-Benoît Pilet (Université libre de Bruxelles)
- Olivier Provini (Université de La Réunion)
- Benoît Rihoux (UCLouvain)
- Daniel-Louis Seiler (Sciences Po Aix-en-Provence)
- Jean-Louis Thiébault (Sciences Po Lille)
- Virginie Van Ingelgom (F.R.S.-FNRS, UCLouvain)

Atelier thématique 1

« *Campus Politics* ? Politisations étudiantes comparées et transformations de l'enseignement supérieur »

Coordinatrices

Annabelle Allouch, Maîtresse de conférences à l'Université de Picardie-Jules Verne (CURAPP-ESS) (France), annabelle.allouch@sciencespo.fr

Stéphanie Archat, post-doctorante au CURAPP-ESS (France), stephanie.archat@dauphine.eu

Delphine Espagno-Abadie, Maîtresse de conférences de droit public à Sciences Po Toulouse (LASSP) (France), delphineespagno@gmail.com

Mots-clés : Policy feedbacks; politiques universitaires comparées; politisation des étudiants; contestation; socialisation politique.

Présentation scientifique

Durant les cinquante dernières années, les systèmes d'enseignement supérieur ont connu une véritable lame de fond qui a contribué à modifier largement leurs publics et leurs modes de gouvernance (Mignot-Gérard et al., 2019). La sociologie des organisations souligne d'ailleurs que cette tendance s'est accélérée ces vingt dernières années -notamment sous l'influence de l'Union européenne- au point de transformer les universités « en une organisation comme les autres » (Musselin, 2006). Mais dans quelle mesure les politiques universitaires affectent-elles également le rapport au politique des étudiants et des étudiantes ? Et comment comprendre ces effets dans une perspective comparée ?

A partir de recherches empiriques qui articulent sociologie de la participation politique et de l'action publique, **l'atelier vise à éclairer les effets des changements des politiques universitaires des dernières décennies sur leurs usagers** (massification, internationalisation, économie de la connaissance, instauration du *New Public Management*, etc.), **en les saisissant à partir des modes et les trajectoires de politisation et de contestation des étudiants dans différents contextes nationaux.**

On se propose ainsi de comprendre ces processus de politisation comme autant de *policy feedbacks on mass publics* (Pierson, 1993) qui, en fournissant des ressources, des messages ainsi que des normes aux usagers (Dupuy, van Ingelgom, 2019 ; Spire, 2016 ; Mesnel, 2021 ; Revillard, 2018) transforment le rapport au politique des étudiants, leurs préférences politiques, leurs modes d'engagement et de contestation, y compris lorsque ces réformes n'induisaient pas un effet direct sur eux et leur travail scolaire. Pour ce faire, on se concentrera sur l'échelle des institutions et de leur campus, dans différentes configurations nationales.

Depuis les années 2010, une littérature centrée autour de la notion de « *campus politics* » émerge en effet dans l'espace nord-américain. Mobilisée par des journalistes tout comme par certains sociologues (Binder et Woods, 2022), le terme désigne ce qui est vécu comme une forme de conflictualisation des rapports sociaux sur les campus (qui aurait pour conséquence la disparition de la liberté d'expression ou des libertés académiques), tout autant que les processus de politisation des enjeux universitaires, autour des questions comme le genre et les inégalités genrées ou encore la diversité et la lutte contre les discriminations.

La notion qui présente de nombreuses limites¹, permet néanmoins de rendre visible les effets des formes de socialisation spécifique à l'expérience étudiante prise dans toutes ses dimensions sur la politisation des jeunes de 18 à 25 ans scolarisés dans une filière de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle permet également de réévaluer l'importance dans les processus de socialisation politique de la spatialité et de la temporalité des relations sociales sur les campus universitaires, en y intégrant également les routines organisationnelles des institutions et de leurs personnels. En se centrant sur la dimension spatiale du travail de socialisation des institutions, on réintègre ainsi les effets d'« un lieu physique qui fonctionne comme espace de mise en visibilité des rapports sociaux de classe et de sexe » (El Chazli, 2020, p. 86) mais également un niveau intermédiaire de l'analyse de l'action publique universitaire incarné par les personnels administratifs et enseignants, entre Etats et usagers.

A partir de cette notion, l'atelier se propose donc de réarticuler l'analyse des modes de politisation étudiantes et les effets des changements induits par les politiques universitaires (Mignot-Gérard et al., 2019, op.cit. ; Ravinet, 2011 ; Musselin, 2002 ; 2006, op.cit.). Dans quelle mesure les réformes liées à la marchandisation, et plus généralement l'accélération des réformes liées à l'instauration d'une rationalité gestionnaire dans de nombreux systèmes européens, notamment liées à la multiplication des agences de moyens (Crespy, Leresche, 2022) affectent-elles la construction du rapport au politique des étudiants ? De la même manière, l'institutionnalisation à la lutte contre les discriminations ou encore le rôle des classements internationaux dans le supérieur depuis ces vingt dernières années (Espeland, Saunders, 2016) ont-elles affecté l'intériorisation de dispositions et de connaissances politiques spécifiques ?

L'atelier s'inscrit plus largement dans la veine de travaux, qui, en sociologie politique, replacent les socialisations universitaires au cœur du travail de politisation des étudiants, en postulant que les institutions ont -au-delà des socialisations familiales et scolaires antérieures -un effet propre (Desrumeaux, Mainsaint, 2022). Dans la lignée de recherches qui portent sur des configurations plus anciennes (MacAdam, 1988 ; Favre, Offerlé, 2002 ; Muxel et al., 2004 ; Lahire, 1995), les travaux de S. Michon soulignent en particulier le poids de la discipline et du contexte des études (petite ou grande promotion, contexte des études plus ou moins élitiste, etc.) dans la politisation des groupes étudiants (Michon, 2006). En prenant en compte non seulement les conditions sociales de cette politisation mais également leurs conditions institutionnelles, comment les modes de politisation des étudiants se sont-elles vues modifiées par la transformation du paysage de l'enseignement supérieur ?

¹ La sociologie qui s'intéresse au « *campus politics* » présente un biais parfois culturaliste (ou quasi-culturaliste) dans la lignée des *cultural studies* anglo-américaines, qui considèrent parfois qu'il existerait une culture de campus propre à cet espace et qui, bien que reproduisant les modes de vie et le rapport au scolaire des classes moyennes et supérieures, s'en émanciperait partiellement.

Cette articulation entre milieux universitaires et socialisation politique a également connu un développement particulièrement fécond dans plusieurs études récentes de sociologie politique qui s'attèlent à analyser les formes du militantisme dans des Etats autoritaires, notamment en contexte révolutionnaire (Baamara, 2016 sur l'Algérie ; El Chazli, 2020 sur l'Egypte). Influencée par la sociologie processuelle des mouvements sociaux et une sociologie des socialisations politiques attentive au poids des événements dans les trajectoires militantes (Filleule, 2001 ; Pagis, 2014), ces études soulignent notamment le rôle des modes de vie des étudiants (en cité universitaire, c'est à dire dans un espace relativement affranchi du contrôle parental) dans les mobilisations politiques (Gourisse, 2011 sur la Turquie). Cette lecture nous paraît d'autant plus féconde qu'elle invite à penser les effets comparés des politiques universitaires (par exemple concernant le logement) à partir de cas à priori décentrés des espaces les plus légitimes de l'enseignement supérieur, en général associé aux Nord et aux pays occidentaux.

Pour articuler ces approches, deux axes seront privilégiés au sein de l'atelier :

-Le premier axe portera sur la compréhension des modes et des trajectoires de politisation des étudiants dans le contexte des évolutions récentes de l'enseignement supérieur, que les communications seront invitées à enrichir à partir d'enquêtes empiriques portant en priorité sur le niveau des configurations institutionnelles. Ainsi, des réformes comme celle de la sélection à l'université française (loi ORE de 2018 instaurant la plateforme Parcoursup) ont-elles pu affecter non seulement la composition sociale des filières et des établissements, mais aussi la connaissance du politique par les étudiants (compris comme un univers spécialisé) ou encore leur capacité à se positionner sur l'échiquier politique ? Si oui, quels sont les espaces, les situations ou les groupes institués qui, dans les trajectoires des individus, affectent dans cette nouvelle configuration leur rapport au politique ? Plus largement, comment les politiques universitaires définissent-elles le rôle des étudiants sur le campus en affectant leurs représentations de leur rôle social et politique ?

- Le deuxième axe de l'atelier sera centré sur les transformations du militantisme étudiant sous les effets des politiques universitaires, notamment lorsque ces dernières visent à modifier les publics ou les *curricula*, voire les formes de l'engagement étudiant lui-même (par exemple en le rétribuant sous forme d'UE ou encore en interdisant les blocages). Ainsi, les communications sont invitées à s'intéresser aux transformations des répertoires d'action collective et des espaces de contestation institués au sein d'établissements comme par exemple les syndicats étudiants (Argibay, 2014 ; Morder, 2006). Par exemple, si la hausse des frais d'inscription en 2010 en Grande-Bretagne a suscité une mobilisation étudiante sans précédent depuis les années 1960, dans quelle mesure a-t-elle affecté sur la longue durée les pratiques des syndicats sur les campus ? De la même manière, comment la mise en place de dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles a-t-elle polarisé (ou non) le travail des syndicats étudiants au regard d'autres causes (autour de la sélection, par exemple) ?

D'un point de vue méthodologique, les communications pourront mobiliser des méthodes variées, de la socio-histoire en passant par l'analyse lexicographique et aux études

quantitatives, à l'image de la diversité du champ des analyses sur la politisation et la contestation des étudiants. **Un intérêt particulier sera porté aux terrains non-occidentaux ou mettant en œuvre un travail de comparaison internationale.**

Bibliographie indicative

Allouch A., 2019, « Être dominée et fabriquer des élites. Une secrétaire des Grandes écoles au travail », *Savoir/Agir*, vol. 48, no. 2, 2019, pp. 91-98.

Argibay C., 2014, « Des militants en costume cravate. Regards socio-historiques sur l'engagement des dirigeants étudiants de la MNED (1973-1986) », *Le Mouvement social*, 2014/3, n°248.

Avril C., 2018, « Secrétaires, des domestiques comme les autres ? », *Mélanges de l'École française de Rome - Italie et Méditerranée modernes et contemporaines*, 131-1 | -1, 153-168.

Baamara L., « L'écart difficile aux routines contestataires dans les mobilisations algériennes de 2011 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 211-212, no. 1-2, 2016, pp. 109-125.

Binder A.J. et Wood K., 2022, *Becoming Right. How Campuses Made Young People Conservative*, Princeton: Princeton University Press.

Desrumeaux C., Mainsaint G., 2022, *Apprendre la politique. Enquête sur les étudiant.e.s en droit et science politique en France*, Lille : Presses du Septentrion.

Dubois A., 2020, « Une politisation contre la politique ? Les luttes électorales à l'Université de Berlin (1880_1900) », *Revue Histoire Moderne et contemporaine*, 2020/3, n° 67, pp.115-139.

Crespy C., Leresche J.P, 2022, « Quand la comparaison permet de revisiter la question des modèles académiques nationaux », *Revue internationale de politique comparée*, 2022/1 (Vol. 29), p.7-21.

Dupuy C., et Van Ingelgom V., 2019, « *Policy feedback* », Laurie Boussaguet éd., *Dictionnaire des politiques publiques. 5^e édition entièrement revue et corrigée*. Presses de Sciences Po, pp. 453-461.

El Chazli Y., 2020, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie*, Paris : Dalloz (nouvelle bibliothèque des thèses).

Espeland W., Saunders M., 2016, *Engines of Anxiety. Academic Rankings, Reputation and Accountability*, New York: Russell Sage Foundation.

Favre P., Offerlé M., 2002, « Connaissances politiques, compétences politique ? Enquête sur les performances cognitives des étudiants français », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2, p.201-232.

Filleule O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), 2001, p.209.

Gaxie D., 2002, « Appréhensions du politique et mobilisation des expériences sociales », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), p.145-177.

Gourisse B., 2011, « Enquête sur les relations entre politisation et études supérieures : le cas turc (1971-1980) », *Critique internationale*, 2011, vol.50, n°1, p ;39-53.

Ladd E. C. et Lipset S. M., 1975, *The Divided Academy: Professors and Politics*, New York : McGraw-Hill Books.

Lahire B., 1996, *Les manières d'étudier. Enquête 1994*, Paris : La Documentation française.

- Le Bart C., Merle P., 1997, *La citoyenneté étudiante, intégration, participation, mobilisation*, Paris : PUF.
- MacAdam D., 1988, *Freedom Summer*, Oxford: OUP.
- Mesnel B., 2021, « État des lieux. Les démarches administratives à l'interface des gouvernants et des gouvernés », *Gouvernement et action publique*, vol. 0110, no. 2, 2021, pp. 113-128.
- Michon S., 2006, « Etudes et politique : les effets de la carrière étudiante sur la socialisation politique » ; thèse de doctorat de sociologie, Université Marc Bloch, Strasbourg, 2006.
- Mignot-Girard S., Normand R., Ravinet P., 2019, « Les (re)configurations de l'université française », *Revue française d'administration publique*, 2019/1 (n°169), p. 5-20.
- Morder R., 2006, *Naissance d'un syndicalisme étudiant, 1946 : la Charte de Grenoble*, Paris : Syllepse.
- Musselin C., 2001, *La Longue marche des universités françaises*, Paris : PUF.
- Musselin C., 2006, « Are universities specific organizations? », in Georg Krücken, Anna Kosmützky, Marc Torca (eds.), *Towards a multiversity? Universities between global trends and national traditions*, Bielefeld, Transcript Verlag, p. 63-84.
- Muxel A. (et al.), 2004, *Les étudiants de Sciences Po. Leurs idées, leurs valeurs, leurs cultures politiques*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Pagis J., 2014, *Mai 68 : Un pavé dans leur histoire*, Paris : Presses de Sciences Po.
- Pierson P., 1993, « When Effect Becomes Cause: Policy Feedback and Political Change », *World Politics*, 45 (4), 1993, p. 595-628.
- Ravinet P., 2011, « La coordination européenne « à la bolognaise ». Réflexions sur l'instrumentation de l'espace européen d'enseignement supérieur »
- Revillard A., « Saisir les conséquences d'une politique à partir de ses ressortissants. La réception de l'action publique », *Revue française de science politique*, vol. 68, no. 3, 2018, pp. 469-491.

Atelier thématique 2

« Crises et participation citoyenne dans la région MENA »

Coordinateurs

Mustapha El Mnasfi, enseignant-chercheur à l'Université Moulay Ismaïl de Meknès (Maroc) et chercheur associé au centre Jacques Berque et à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur les Mondes Arabes et Musulmans – IREMAM (France), m.elmnasfi@gmail.com

Francesco Colin, chercheur doctorant à International Institute of Social Studies à La Haye (Pays-Bas), francesco.colin@gmail.com

Mots-clés : crises, participation citoyenne, action publique, acteurs civiques et publics, région MENA.

Présentation scientifique

Depuis le « printemps arabe » de 2011, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient (MENA) ont connu des transformations politiques et institutionnelles importantes. Parmi elles, le désengagement croissant aux formes de participation « formelles » (telles que le vote et l'engagement partisan) est interrogé par un éventail de plus en plus varié de modalités et stratégies de participation citoyenne. Cela a donné lieu à l'émergence de dispositifs et mécanismes participatifs à l'initiative des pouvoirs publics, souvent soutenus par les bailleurs de fonds internationaux, ainsi que des initiatives spontanées de participation citoyenne. À titre d'exemple, la crise du Covid-19 a encouragé les citoyens de certains pays issus de cette région, à lancer des initiatives afin de contribuer à la gestion de la crise sanitaire. Cette participation citoyenne dans le contexte de crise interroge d'une part, les opportunités existantes qui permettent aux citoyens de contribuer à la gestion de celle-ci, et d'autre part, les formes d'organisation non-structurées d'initiatives citoyennes.

Les enjeux spécifiques à la région d'Afrique du Nord et du Moyen Orient en termes de participation citoyenne sont liés au sens donné à la démocratisation dans les pays qui la composent. Cette démocratisation veut dire l'augmentation maximale de la « participation citoyenne » dans l'action publique, à condition de ne pas diminuer la part prépondérante des régimes en place.

Cet atelier vise à réunir des chercheurs (jeunes et confirmés) travaillant sur les thématiques de la participation citoyenne dans la région MENA. L'objectif principal est de leur donner l'occasion de partager leurs travaux respectifs liés à la participation citoyenne dans la gestion des crises que traverse actuellement cette région (énergétique, sanitaire, climatique, alimentaires, etc.). Il est question ici d'étudier, à travers une analyse comparative, les mécanismes et initiatives de la participation citoyenne, ainsi que les acteurs qui se mobilisent autour de ces derniers dans les contextes de crises. Il s'agira notamment d'interroger comment les acteurs impliqués composent à la fois avec des démarches institutionnalisées et des initiatives spontanées, mais également de comprendre quels effets la participation citoyenne génère sur les différents acteurs concernés par celle-ci. Il s'agira enfin de saisir et questionner quel impact ont ces mécanismes et initiatives sur l'interaction entre les acteurs publics et les acteurs civils et comment le système politique adopté dans chaque pays de la région MENA influence la participation citoyenne.

Les axes proposés :

L'institutionnalisation de la participation citoyenne par les pouvoirs publics dans les pays de la région MENA. Il s'agira d'interroger les instruments (législatifs, réglementaires et conventionnels) de la participation citoyenne et de leur mise en pratique dans le contexte des crises.

Les espaces de la participation citoyenne, c'est-à-dire les mécanismes, dispositifs, et arènes participatives mis en place par les pouvoirs publics et acteurs de la société civile des pays de la région MENA afin d'associer la population cible dans l'action publique durant les crises.

L'investissement citoyen autour de la participation dans le contexte des crises. Il s'agit ici d'étudier comment les citoyens des pays de la région MENA s'investissent et à travers quels outils, quels sont leurs profils, comment ils s'organisent et quelle est leur perception de la participation citoyenne.

Les effets de la participation citoyenne sur l'action publique et les individus qui « participent ». On envisagera les transformations que produit, dans les pays de la région MENA, la participation citoyenne sur la relation entre gouvernants et gouvernés, dans un contexte de crises.

Bibliographie indicative

ABOELNAGA Somaya, « Public Participation in Planning in the Egyptian Context », *Challenges of Modern Technology*, 8 (2), 2017, 31–36.

ALLAL Amin, « Quand l'essentiel est de participer », *Économie et institutions* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 09 juillet 2023.

BEN HASSINE Anissa, FARHATI Kamel, HAOUALA Aida, « Participation et e-participation citoyennes en contexte de transition démocratique en Tunisie, les nouveaux habits de l'empereur ? », *Annales des Mines - Gérer et comprendre*, 2020/3 (N° 141), p. 13–24.

CATUSSE Myriam & VAIREL Frédéric, 2010, « Le Maroc de Mohammed VI : mobilisation et action publique » in *Politique africaine*, n° 120, p. 5-104.

COLIN Francesco, « Institutional petitions in Morocco: opportunities and challenges of claiming rights in participatory arenas ». *British Journal of Middle Eastern Studies*, 2021, 1–15.

DABENE Olivier, GEISSE Vincent et MASSARDIE Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle. Convergences Nord-Sud*, Paris, La Découverte, Coll. « Recherches », 2008.

EL MNASFI Mustapha, « [Jeunes et dispositifs participatifs au Maroc. Usages du conseil des jeunes de la ville de Ouarzazate](#) », *Revue Sociétés Plurielles*, n° 4, *S'expatrier*, Presses de l'INALCO, 2021, 28 pages.

IRAKI Aziz, HOUDRET Annabelle (dir), *La participation citoyenne au Maroc. Entre expériences passées et régionalisation avancée*, Rabat, Les Publications de l'INAU/CERAU, 2021, 248 pages.

KAHLOUN Hatem, « La société civile tunisienne à l'épreuve de la participation : mobilisation, pression et compromis autour des projets de développement urbain », *Insaniyat / إنسانيات*, 90 | 2020, 99-120.

LOSCHI Chiara et PAGANO Chiara, “Libye(s) en devenir. Déchiffrer le changement sociopolitique en diachronie et à plusieurs échelles”, *L'Année du Maghreb*, 28 | 2022, 13-25.

MESSAOUDENE Maha, MESSAOUDI Karima, « Quelle « démocratie » participative en Algérie ? », *La Pensée*, 2016/1 (N° 385), p. 61-70.

SHEHAYEB Dina & ABDELHALIM Khaled, Issues of participation in Egypt., *Journal of Architectural and Planning Research*, 29 (1), 2012, 45–64.

ZEADAT Zayed F, Strategies toward Greater Youth Participation in Jordan's Urban Policymaking, *Journal of Sustainable Real Estate*, 15: 1, 2023.

**Atelier thématique 3
« La participation politique des étrangers »**

Coordinateurs

David Gouard, maître de conférence en science politique, Université de Toulouse – Jean Jaurès, david.gouard@univ-tlse2.fr

Camille Kelbel, maîtresse de conférence en science politique, enseignante-chercheuse à ESPOL et directrice pédagogique de l'École, camille.kelbel@univ-catholille.fr

Mots-clés : participation politique, comportements électoraux, migrations, citoyenneté

Présentation scientifique

Dans nombre de pays, en raison d'une association historique entre nationalité et citoyenneté, la participation politique des étrangers est souvent confinée à un périmètre qui les exclut des formes élémentaires de la participation politique, au premier rang desquelles figurent le droit de vote et d'éligibilité. C'est ainsi que leur participation politique trouve principalement à s'épanouir dans des formes non-conventionnelles (manifestations, militantisme associatif, etc.) ou bien dans des aspects périphériques de la démocratie représentative (adhésion partisane, participation à une campagne électorale, etc.). Pourtant, au cours des dernières décennies, on a observé une extension progressive du droit de vote accordé aux étrangers à travers le monde, et aussi parfois du droit d'éligibilité. De ce point de vue, en accordant les droits de vote et d'éligibilité aux élections locales et européennes aux citoyens européens mobiles au sein de l'UE, le traité de Maastricht a bouleversé la conception traditionnelle de la citoyenneté dans plusieurs pays européens. Plusieurs autres pays accordent, quelquefois depuis longtemps, des droits électoraux aux ressortissants étrangers. Toutefois, la plupart des études montrent que les populations mobiles votent moins dès qu'elles se trouvent en dehors de leur pays d'origine, et qu'elles manifestent, plus globalement, une moindre activité politique et civique dans leur pays d'accueil. Il est pourtant peu probable que ces populations deviennent apolitiques en se déplaçant, ce qui nous conduit à interroger le contexte et les formes de leur (dé)politisation.

Cet atelier thématique propose de questionner trois grands axes de la (non) participation politique des étrangers :

- Quels dispositifs encadrent les formes de la participation des étrangers à différentes échelles territoriales (pays, région, commune, etc.) et quelles lignes de tension observe-t-on parfois entre le cadre législatif d'une part et les pratiques et les représentations des différents acteurs d'autre part ?
- Quels modèles explicatifs permettent de rendre compte de la participation politique des étrangers dans leur pays d'accueil ? Par exemple, dans quelle mesure les étrangers se saisissent-ils effectivement des droits électoraux qui leur sont accordés ?
- Dans quelle mesure les éventuelles aspirations à acquérir la nationalité du pays de résidence sont-elles, pour partie, motivées par la volonté de jouir d'une citoyenneté plus

complète ? L'obtention de la nationalité du pays d'accueil modifie-t-elle le rapport à la vie politique et électorale ?

Cet atelier entend faire dialoguer plusieurs approches disciplinaires (science politique, sociologie électorale, *migration studies*, histoire, géographie, droit, etc.), mais aussi méthodologiques (archives, statistiques, entretiens, monographies, etc.).

Bibliographie indicative

Andrès H., (2007), « Le droit de vote des étrangers : une utopie déjà réalisée sur les cinq continents », *Migrations et société*, n°114, pp.65-81.

Bauböck R., (1994), *Transnational Citizenship. Membership and Rights in International Migration*, Aldershot: Edward Elgar.

Besch, S. & Scuto, D., (2019), « Report on political participation of Mobile EU Citizens : Luxembourg », RSCAS/Globalcit-PP- 2019/4.

Boughaba Y., (2014), « Participation politique et origines nationales : une analyse de la mobilisation électorale dans une ville populaire en Suisse », *L'Espace Politique* [En ligne], 23 | 2014-2, mis en ligne le 04 juillet 2014.

Burgess K. & Tyburski M., « When parties go abroad: Explaining patterns of extraterritorial voting », *Electoral Studies*, Volume 66, 2020.

Collard S., (2013), « Evaluating European Citizenship through participation of Non-National European Citizens in local election: case studies of France and the UK », *Cuadernos Europeos de Deusto*, 125-173.

Day S., & Shaw J., (2002), “European Union electoral rights and the political participation of migrants in host polities”, *International Journal of Population Geography*, 8(2), 183-199.

Duchesne S., (2007), *Citoyenneté, nationalité et vote : une association perturbée*, *Pouvoirs*, 120, (1), pp. 71-81.

Ferbrache F., (2019), “Local electoral rights for non-French residents? A case-study analysis of British candidates and councillors in French municipal elections”, *Citizenship Studies* 23, 502 – 520.

Fibbi R., (2011), « L'évolution des droits politiques des étrangères et des étrangers en Suisse—quelle signification du point de vue de la citoyenneté ? », *SFM Discussion Papers 25: 16 pp.*

Flamant A., « Donner la parole aux étrangers ? De la création d'une participation politique à l'usage ethnicisé de la catégorie d'« étranger » par les municipalités », *Participations*, 2016/1 (N° 14), p. 237-264.

Jacobs, D., Delmotte, F., & Herman, B., (2009)., “Political participation for migrants: the MIPEX results”, In *Legal Frameworks for the Integration of Third-Country Nationals* (pp. 219-238).

Janoschka, M., & Durán, R., (2013), “Lifestyle migrants in Spain: Contested realities of political participation”, In *Contested spatialities, lifestyle migration and residential tourism*, Routledge, pp. 60-73).

Kemp A., Raijman, R., Resnik, J., & Gesser, S., (2000), “Contesting the limits of political participation: Latinos and black African migrant workers in Israel”, *Ethnic and Racial Studies*, 23 (1), 94-119.

Lafleur J-M, (2013), *Transnational Politics and the State. The Extend Voting Rights of Diasporas*, Routledge.

Martiniello M., (2013), « Comparisons in Migration Studies », *Comparative Migration Studies* 1, no 1, p.7-22.

Michon L., (2013), “Immigrant Access to Local Politics in Amsterdam and Paris”, *European Political Science*, 12/4: 490–9.

Nakano Y., (2013), « La participation politique des étrangers au Japon », *Hommes & Migrations*, n° 1302, p. 105-114.

Rea, A., Mascia, C., Rosenfeld, M., & Jacobs, D., (2015), “Le vote des citoyens européens à Bruxelles », In Devleeshouwer, P., Sacco, M., Torrekens, C. (Eds.), *Bruxelles, ville Mosaïque. Entre espaces, diversités et politiques*, Bruxelles : Editions de l’Université de Bruxelles.

Shaw Jo, (2007), *The transformation of citizenship in the European Union: Electoral rights and the restructuring of political space*, Cambridge, Cambridge University Press.

Strudel S., (2009), « L’Europe, un nouvel espace de citoyenneté ? Le vote des non-nationaux », *Revue internationale de politique comparée*, 4 (Vol. 16), p. 559-568.

Strudel S., (2003), « Polyrythmie européenne : le droit de suffrage municipal des étrangers au sein de l’Union, une règle électorale entre détournements et retards », *Revue française de science politique*, vol. 53, n°1, pp.3-34.

Strudel S., (2002), « Les citoyens européens aux urnes : les usages ambigus de l'article 8b du traité de Maastricht », *Revue internationale de politique comparée*, 2002/1 (Vol. 9), p. 47-63.

Richard, J-L., (1998), « Rester en France, devenir français, voter : trois étapes de l’intégration des enfants d’immigrés », *Economie et Statistique*, n°316-317.

Wenden de Catherine, (2021), *Atlas des migrations. De nouvelles solidarités à construire*, Paris, Autrement.

Atelier thématique 4

« Les élus en Europe : conditions de travail, visions du rôle, conceptions de la démocratie »

Coordinateurs

Lilian Hosteins, doctorant en science politique au Centre Emile Durkheim à l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux (France), lilian.hosteins@scpobx.fr

Sacha Rangoni, doctorant en science politique au CEVIPOL à l'Université Libre de Bruxelles (Belgique), sacha.rangoni@ulb.be

Mots-clés : élus, conditions de travail, métier politique, vision du rôle, rapport à la démocratie.

Présentation scientifique

Depuis plusieurs décennies, les démocraties libérales occidentales font face à une situation qualifiée de « malaise démocratique » (Newton 2012) qui se caractérise par un rejet important des institutions traditionnelles de la démocratie représentative par les citoyens. Les élus, qu'ils soient locaux ou nationaux, occupent une place centrale dans cette situation en ce qu'ils cristallisent souvent sur leurs noms le rejet par les citoyens de la politique traditionnelle et que leur légitimité est directement affectée par cette situation.

Malgré cette position décisive, le rapport des élus à la démocratie représentative, ses acteurs et ses alternatives a été relativement peu abordé dans la littérature comparativement à celui des citoyens. Certains auteurs se sont tout de même concentrés sur les raisons du soutien des élus aux institutions électorales (Bowler, Donovan et Karp 2006), sur le rapport au système représentatif des élus nationaux (Deschouwer et Depauw 2014 ; Close 2020 ; Petit 2020), ou encore sur le point de vue des élus locaux (par exemple, Heinelt et al. 2018). En outre, un pan récent de la littérature s'intéresse plus spécifiquement au soutien des élus à divers formes de dispositifs participatifs et délibératifs (par exemple, Gherghina, Close et Carman 2023; Schiffino et al. 2019; Karlsson 2012 ; Junius et al. 2020).

Il subsiste toutefois des lacunes en ce qui concerne la comparaison entre plusieurs cas ou échelles. En effet, les réalités des conditions d'exercice du métier d'élu varient fortement d'un contexte à l'autre et d'un niveau à l'autre. Si certaines recherches se sont déjà intéressées au statut des élus en Europe dans les textes (Kerrouche et Guérin-Lavignotte 2006), à leur recrutement (Godmer 2009) ou à leur rémunération (Le Saout 2019), l'étude des configurations du travail politique des élus (Demazière et Le Lidec 2014) demeure souvent enclavée au sein de monographies nationales qui ne permettent pas la mise en commun des résultats. Or, l'examen des modalités pratiques de déroulement des mandats, et notamment leur accès différencié à la professionnalisation (Borchert et Zeiss 2003 ; Demazière et Le Saout 2019), doit nous permettre de comprendre la vision qu'ont les élus de leur rôle et de leur système politique dans son ensemble.

Ainsi, cet atelier thématique vise à combler, modestement, cet espace dans la littérature en se concentrant sur deux enjeux principaux : les conditions de travail des élus, et leur rapport leur

fonction et à la démocratie ; et ce, dans une perspective comparative entre niveaux de pouvoirs (local, régional, national) et entre réalités nationales.

Bibliographie indicative

BORCHERT Jens, ZEISS Jürgen, 2003, *The Political Class in Advanced Democracies: A Comparative Handbook*, Oxford University Press.

BOWLER Shaun, DONOVAN Todd et KARP Jeffrey A., 2006, « Why Politicians Like Electoral Institutions: Self-Interest, Values, or Ideology? », *The Journal of Politics*, 2006, vol. 68, no 2, p. 434-446.

CLOSE Caroline, 2020, « Rapport au système représentatif et soutien à la démocratie directe et délibérative. Analyse comparée des attitudes des élus nationaux en Europe », *Participations*, 2020, N° 26-27, no 1, p. 193-222.

DEMAZIERE Didier, LE LIDEC Patrick, 2014, *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, Presses Universitaires de Rennes.

DEMAZIERE Didier, LE SAOUT Rémy, La rémunération des élus. L'inégal accès à la professionnalisation politique, *Terrains & Travaux*, 2019, vol. 35, n° 2, pp. 91-112.

DESCHOUWER Kris, DEPAUW Sam, 2014, *Representing the People*, Oxford University Press.

GHERGHINA Sergiu, CLOSE Caroline et CARMAN Christopher, 2023, « Parliamentarians' Support for Direct and Deliberative Democracy in Europe: An Account of Individual-Level Determinants », *Comparative Politics*, vol. 55, no 2, p. 219-238.

GODMER Laurent, 2009, *Des élus régionaux à l'image des électeurs ? L'impératif représentatif en Allemagne, en Espagne et en France*, Paris, L'Harmattan.

HEINELT Hubert, MAGNIER Annick, CABRIA Marcello et REYNAERT Herwig (eds.), 2018, *Political Leaders and Changing Local Democracy*, Cham, Springer International Publishing.

JUNIUS Nino, MATTHIEU Joke, CALUWAERTS Didier et ERZEEL Silvia, 2020, « Is It Interests, Ideas or Institutions? Explaining Elected Representatives' Positions Toward Democratic Innovations in 15 European Countries », *Frontiers in Political Science*, vol. 2, 584439.

KARLSSON Martin, 2012, « Participatory Initiatives and Political Representation: The Case of Local Councillors in Sweden », *Local Government Studies*, vol. 38, no 6, p. 795-815

KERROUCHE Eric, GUERIN LAVIGNOTTE Elodie, 2006, *Les élus locaux en Europe, un statut en mutation*, Paris, La Documentation Française.

LE SAOUT Rémy, 2019, *La rémunération du travail politique en Europe*, s.l., Berger-Levrault.

NEWTON Kenneth, 2012, « Curing the democratic malaise with democratic innovations » dans Brigitte Geissel et Kenneth Newton (eds.), *Evaluating Democratic Innovations*, s.l., Routledge, p. 3-20.

PETIT Guillaume, 2020, « Les élu·es aiment-elles et ils la démocratie ? », *Participations*, 2020, vol. 26-27, no 1-2, p. 7-40.

SCHIFFINO Nathalie, JACQUET Vincent, COGELS Maximilien et REUCHAMPS Min, 2019, « Les gouvernants face aux transformations de la démocratie », *Gouvernement et action publique*, vol. 8, no 2, p. 57-80.

Atelier thématique 5

« Réformer la démocratie ? Études comparées des opinions des citoyens à l'égard de la démocratie représentative et de ses potentielles réformes »

Coordinateurs

Jean-Benoit Pilet, professeur de science politique, Université libre de Bruxelles/Cevipol,
Jean-Benoit.Pilet@ulb.be

Camille Bedock, chargée de recherche CNRS/Sciences Po Bordeaux,
camille.bedock@gmail.com

Mots-clés : Démocratie, préférences démocratiques, citoyens, élus, démocratie représentative, démocratie directe, démocratie délibérative, démocratie participative, technocratie, régimes autoritaires.

Description de la thématique

Depuis plusieurs années, les travaux académiques soulignent une confiance basse (et souvent en déclin) chez les citoyens à l'égard des acteurs politiques et des institutions de la démocratie représentative (Armingeon et Ceka 2014). Dans ce contexte, une attention croissante s'est portée chez les chercheurs en sciences sociales et politiques sur l'analyse de la façon dont les citoyens évaluent de possibles réformes de la démocratie représentative. Ces réformes peuvent s'ancrer à l'intérieur même du régime représentatif (par exemple, en réformant le système électoral ou le fonctionnement du parlement, Donovan et Karp 2017; Bowler et Donovan 2007), ou tendre vers des logiques sortant du modèle représentatif pur (par exemple, en allant vers de la démocratie directe, participative ou délibérative, ou encore vers des modèles technocratiques voire autoritaires, Gherghina et Geissel 2020; Hibbing et al. 2023; Bowler et Donovan 2019; Bedock et Pilet 2021; Wuttke, Gavras, et Schoen 2022). Ce champ de recherche est en expansion constante depuis une quinzaine d'années et combine un vaste éventail de méthodes de collecte et d'analyse de données : enquêtes par questionnaire (*cf. supra.*), entretiens qualitatifs (Bedock 2020), entretiens collectifs (Saunders et Klandermans 2019), approches expérimentales (Goldberg 2021; van der Does et Kantorowicz 2022), analyse de discours (Gherghina et Pilet 2021), archives (Clarke et al. 2018).

La faiblesse théorique de ce champ vient de sa difficulté à sortir d'une approche opposant de grands modèles démocratiques alternatifs à la démocratie représentative pour privilégier une approche mettant en avant la complémentarité de différents processus de décisions et l'étude d'aspirations visant à *renover* la représentation politique plutôt qu'à la remplacer. Sa faiblesse empirique tient à sa faible nature comparative : les travaux publiés couvrent rarement plusieurs pays (voir cependant Pilet et al. 2023; Rojon et al. 2023) et les résultats obtenus dans les différents contextes nationaux sont peu mis en confrontation afin de faire ressortir les éléments de convergence ou de divergence. L'atelier que nous proposons vise précisément à pallier ces deux faiblesses. Nous invitons les chercheurs travaillant sur ces questions à soumettre des propositions de communications basées sur leurs plus récents travaux afin

d'initier un dialogue entre approches méthodologiques mais aussi entre terrains nationaux. L'ambition est non seulement de discuter les recherches qui seront présentées, mais aussi d'initier une réflexion comparative systématique dans ce champ d'étude.

Les propositions thématiques peuvent notamment porter sur les thèmes suivants :

1. Les enjeux méthodologiques de mesure des préférences démocratiques dans une perspective comparée
2. Les déterminants du soutien à diverses réformes des institutions
3. L'étude des visions de la représentation politique chez les citoyens

Liste indicative de références

- Armingeon, Klaus, et Besir Ceka. 2014. « The Loss of Trust in the European Union during the Great Recession since 2007: The Role of Heuristics from the National Political System ». *European Union Politics* 15 (1): 82-107.
- Bedock, Camille. 2020. « Citizens' Contrasting Aspirations about Their Political System: Entrustment, Participation, Identification and Control ». *Frontiers in Political Science*. <https://doi.org/10.3389/fpos.2020.563351>.
- Bedock, Camille, et Jean-Benoit Pilet. 2021. « Who Supports Citizens Selected by Lot to be the Main Policymakers? A Study of French Citizens ». *Government and Opposition* 56 (3): 485-504. <https://doi.org/10.1017/gov.2020.1>.
- Bowler, Shaun, et Todd Donovan. 2007. « Reasoning About Institutional Change: Winners, Losers and Support for Electoral Reforms ». *British Journal of Political Science* 37 (3): 455-76.
- . 2019. « Perceptions of Referendums and Democracy: The Referendum Disappointment Gap ». *Politics and Governance* 7 (2): 227-41.
- Clarke, Nick, Will Jennings, Jonathan Moss, et Gerry Stoker. 2018. *The Good Politician: Folk Theories, Political Interaction, and the Rise of Anti-Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Does, Ramon van der, et Jaroslaw Kantorowicz. 2022. « Political exclusion and support for democratic innovations: evidence from a conjoint experiment on participatory budgeting ». *Political Science Research and Methods*, 1-9.
- Donovan, Todd, et Jeffrey Karp. 2017. « Electoral Rules, Corruption, Inequality and Evaluations of Democracy ». *European Journal of Political Research* 56 (3): 469-86.
- Gherghina, Sergiu, et Brigitte Geissel. 2020. « Support for direct and deliberative models of democracy in the UK: understanding the difference ». *Political Research Exchange* 2 (1): 1809474.
- Gherghina, Sergiu, et Jean-Benoit Pilet. 2021. « Do Populist Parties Support Referendums? A Comparative Analysis of Election Manifestos in Europe ». *Electoral Studies* 74 (décembre): 102419. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102419>.
- Goldberg, Saskia. 2021. « Just Advisory and Maximally Representative: A Conjoint Experiment on Non-Participants' Legitimacy Perceptions of Deliberative Forums ». *Journal of Deliberative Democracy* 17 (1).
- Hibbing, John R, Elizabeth Theiss-Morse, Matthew V Hibbing, et David Fortunato. 2023. « Who Do the People Want to Govern? » *Party Politics* 29 (1): 3-15.
- Pilet, Jean-Benoit, Davide Vittori, Sebastien Rojon, et Emilien Paulis. 2023. « Who Do Europeans Want to Govern? Exploring the Multiple Dimensions of Citizens' Preferences for



Revue Internationale de Politique Comparée

Colloque RIPC « Crises et mutations du politique au XXI^e siècle : regards comparatifs » Université Catholique de Lille (France), 6-7 juin 2024.

Political Actors in Nine European Countries ». *Party Politics*, février, 13540688231153932. <https://doi.org/10.1177/13540688231153932>.

Rojon, Sebastien, Jean-Benoit Pilet, Davide Vittori, Sophie Panel, et Emilien Paulis. 2023. « Which Political Outsiders Do Europeans Prefer as Ministers? » *European Political Science Review* 15 (3): 444-64.

Saunders, Clare, et Bert Klandermans. 2019. *When Citizens Talk About Politics*. Londres: Routledge.

Wuttke, Alexander, Konstantin Gavras, et Harald Schoen. 2022. « Have Europeans Grown Tired of Democracy? New Evidence from Eighteen Consolidated Democracies, 1981–2018 ». *British Journal of Political Science* 52 (1): 416-28.

Atelier thématique 6

« Sécurité et démocratie à l'épreuve : perspectives comparatives »

Coordinateurs

Abdoul Karim Saidou, Maître de conférences agrégé de science politique à l'Université Thomas Sankara (Burkina Faso), akarims40@yahoo.fr

Eloïse Bertrand, Professeure-Assistante en Politique et Relations Internationales à l'Université de Nottingham (Royaume-Uni), eloise.m.a.bertrand@gmail.com

Mots-clés : sécurité, conflits, démocratisation, autoritarisme, libertés.

Présentation scientifique

Le monde connaît aujourd'hui une vague d'érosion démocratique, illustrée par une hausse des populismes et du nationalisme aux relents autoritaristes, la persistance des régimes autoritaires ou « hybrides » à l'apparat démocratique plus ou moins fonctionnel, ou l'influence globale croissante des modèles d'autoritarisme perçus comme porteurs d'efficacité de développement. Ce reflux démocratique est accompagné d'une multiplication des défis sécuritaires : la lutte contre le terrorisme, sous la forme d'appareils sécuritaires de plus en plus complexes au plan domestique ou d'interventions étrangères, le retour de la guerre inter-étatique en Ukraine, ou les conflits armés persistants aux quatre coins du monde. Au-delà de la sécurité des Etats, la sécurité humaine sous toutes ses formes est mise à mal par ces dynamiques, mais aussi par d'autres défis mondiaux tels que l'urgence climatique ou les crises sanitaires.

Ces deux dynamiques ne sont pas étrangères l'une à l'autre : les défis sécuritaires et les trajectoires politiques sont au contraire étroitement liés. De par le monde, les citoyens voient leurs libertés civiles restreintes au nom de la lutte contre l'insécurité, tandis que les institutions démocratiques – des bureaux de votes aux élus – sont ciblées par des attaques. En Afrique de l'Ouest, l'incapacité de régimes civils à répondre aux crises sécuritaires nourrit les déceptions populaires envers la démocratie et légitiment un retour des régimes militaires. Dans le même temps, les manquements de l'Etat et la répression des oppositions peuvent nourrir les frustrations qui sous-tendent les rébellions et la radicalisation. Pourtant, ces liens entre démocratisation et sécurité sont encore peu explorés de manière systématique et comparative, ces deux sujets restant l'objet de recherches distinctes qui se parlent peu.

Cet atelier thématique ouvert cherche à rassembler des travaux portant sur ces liens entre démocratie et sécurité utilisant différentes approches méthodologiques et portant sur différentes régions du monde, afin de nourrir ces débats d'une manière comparative et multidisciplinaire. Les propositions de communications s'inscriront de préférence dans l'un des axes thématiques suivants, bien que des propositions abordant le lien entre démocratie et sécurité d'un autre angle soient également les bienvenues.

Axe thématique 1 : Insécurité et reflux démocratique : répressions, mobilisations et résistances. Cet axe s'intéresse à la manière dont l'insécurité contribue à l'érosion des institutions et pratiques démocratiques, et comment divers acteurs s'organisent pour y faire face.

Colloque RIPC « Crises et mutations du politique au XXI^e siècle : regards comparatifs » Université Catholique de Lille (France), 6-7 juin 2024.

Axe thématique 2 : Insécurité et changements politiques : adaptations, innovations, et reconfigurations. Cet axe porte aux changements politiques que les crises sécuritaires précipitent, tels que l'organisation d'élections en temps de guerre, les changements législatifs et institutionnels, ou la reconfiguration des arènes politiques.

Axe thématique 3 : Réponses régionales et internationales aux crises politico-sécuritaires. Cet axe s'intéresse aux réponses que différents acteurs inter/multinationaux (organisations régionales, institutions internationales, réseaux civils...) tentent d'apporter à ces nouveaux défis : diplomatie, accompagnement technique et financier des régimes de transition, sanctions, etc.

Bibliographie indicative

- Arriola, Leonardo R., Lise Rakner, and Nicolas van de Walle, eds. 2022. *Democratic Backsliding in Africa?: Autocratization, Resilience, and Contention*. 1st ed. Oxford University Press Oxford.
- Bøås, Morten, and Francesco Strazzari. 2020. 'Governance, Fragility and Insurgency in the Sahel: A Hybrid Political Order in the Making'. *The International Spectator* 55 (4): 1–17.
- Charbonneau, Bruno. 2019. 'Intervention as Counter-Insurgency Politics'. *Conflict, Security & Development* 19 (3): 309–14.
- Diamond, Larry. 2021. 'Democratic Regression in Comparative Perspective: Scope, Methods, and Causes'. *Democratization* 28 (1): 22–42.
- Ewi, Martin. 2015. 'Was the Nigerian 2015 Presidential Election a Victory for Boko Haram or for Democracy?' *African Security Review* 24 (2): 207–31.
- Fisher, Jonathan, and David M. Anderson. 2015. 'Authoritarianism and the Securitization of Development in Africa'. *International Affairs* 91 (1): 131–51.
- Gamboa, Laura. 2022. *Resisting Backsliding: Opposition Strategies against the Erosion of Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- González, Yanilda María. 2020. *Authoritarian Police in Democracy: Contested Security in Latin America*. Cambridge University Press.
- Greitens, Sheena Chestnut. 2020. 'Surveillance, Security, and Liberal Democracy in the Post-COVID World'. *International Organization* 74 (S1): E169–90.
- Hubert, Nicolas. 2023. 'A Regime Biting Its Tail: How Previous Semi-Authoritarian Structures Contributed to Burkina Faso's Security Crisis'. *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne Des Études Africaines* 57 (1) : 91–113.
- James, Toby S., and Sead Alihodzic. 2020. 'When Is It Democratic to Postpone an Election? Elections During Natural Disasters, COVID-19, and Emergency Situations'. *Election Law Journal: Rules, Politics, and Policy* 19 (3): 344–62.
- Jenkins, Sarah. 2020. 'The Politics of Fear and the Securitization of African Elections'. *Democratization* 0 (0): 1–18.
- Liberatore, Angela. 2007. 'Balancing Security and Democracy, and the Role of Expertise: Biometrics Politics in the European Union'. *European Journal on Criminal Policy and Research* 13 (1): 109–37.

- Matei, Florina Cristiana. 2021. 'Mali: The Hot and Cold Relationship Between Military Intervention and Democratic Consolidation'. In *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, by Florina Cristiana Matei. Oxford University Press.
- Mietzner, Marcus. 2021. 'Democratic Deconsolidation in Southeast Asia'. *Elements in Politics and Society in Southeast Asia*, August.
- Njoku, Emeka Thaddues. 2020. 'Merchants of Terror: Neo-Patrimonialism, Counterterrorism Economy, and Expansion of Terrorism in Nigeria'. *African Conflict and Peacebuilding Review* 10 (2): 83–107.
- Petrikova, Ivica, and Melita Lazell. n.d. "'Securitized" UK Aid Projects in Africa: Evidence from Kenya, Nigeria and South Sudan'. *Development Policy Review*. Accessed 8 April 2021.
- Reitano, Tuesday. 2014. 'Comparing Approaches to the Security-Development Nexus in the Sahel and Their Implications for Governance'. *Governance in Africa* 1 (1): Art. 4.
- Saidou, Abdoul Karim, and Eloïse Bertrand. 2021. 'Security as a Campaign Issue: Programmatic Mobilisation in Burkina Faso's 2020 Elections'. *Unpublished Paper*.
- Saidou, Abdoul Karim. 2020. 'L'après-Compaoré au « concret » : transition politique et réformes des politiques de sécurité au Burkina Faso'. *Politique et Sociétés* 39 (2): 81–110.
- Saidou, Abdoul Karim. 2021. 'Les entrepreneurs politiques à l'épreuve du pouvoir : régime de transition et action publique au Burkina Faso (2014-2015) et au Niger (2010-2011)'. *Revue internationale de politique comparée*. 27 (4) : 125-155.
- Saidou, Abdoul Karim. 2023. 'Repenser la sécurité au Burkina Faso : réflexions au prisme de l'héritage sankariste' (avec A.W. Semdé et I. Compaoré), in Pam Zahonogo, Florent Song-Naba et Youmani Ouoba (dir), *Thomas Sankara et le développement en Afrique*. Paris : L'Harmattan : 173-188.
- Tapscott, Rebecca. 2021. *Arbitrary States: Social Control and Modern Authoritarianism in Museveni's Uganda*. Oxford Studies in African Politics and International Relations. Oxford, New York: Oxford University Press.
- V-Dem Institute. 2023. *Democracy report 2023: Defiance at the age of autocratization*, Stockholm.
- Weinstock, Daniel. 2022. 'Démocratie et sécurité'. *La démocratie délibérative*, 29 : 351-370.